



ALLOCUTION DE MONSIEUR RAMARCEL BENJAMINA RAMANANTSOA

**Ministre de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation
Professionnelle de Madagascar**

UNESCO, Mercredi 13 mai 2015, 10h30-11h00

Avant d'exposer la situation et les réalisations du Programme CapEFA mis en œuvre à Madagascar, permettez-moi tout d'abord d'adresser mes plus vifs remerciements à l'endroit de Monsieur Le Sous-Directeur général de l'UNESCO pour l'Education de m'avoir invité à cette réunion annuelle des donateurs du Programme de développement des capacités pour l'Education pour tous (CapEFA) pour exposer les progrès accompli par Madagascar dans le cadre de ce programme.

Madagascar, un pays qui compte 21 millions d'habitants dont 80 % en milieu rural avec une population jeune car 65 % ont moins de 25 ans, a commencé à bénéficier du programme CapEFA en Septembre 2011. Les indicateurs de couverture et d'efficacité interne du système d'éducation fondamentale ainsi que ceux de l'emploi étaient au rouge. En ce moment-là, le pays était plongé dans une crise socio politique qui a débuté en 2009 et qui a pris fin en 2014.

Il est également nécessaire de mentionner que le sous-secteur de l'Enseignement Technique et de la Formation professionnelle a été érigé en Ministère en 2009, qui est devenu Ministère de l'Emploi et l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle tout récemment (2014).

Le programme capEFA à Madagascar s'intitule « Programme pour le renforcement des CAPacités pour l'Education Pour Tous (EPT) dans le domaine de l'Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels (EFTP) et vise la promotion de la formation et des offres éducatives en faveur des jeunes ruraux déscolarisés (JRD).

C'est un programme assez complexe car nous sommes dans un pays vaste, un milieu rural et des offres de formations peu développées sinon quasi inexistantes pour une catégorie de jeunes défavorisés.

En effet, globalement, les jeunes déscolarisés et ceux n'ayant jamais été scolarisés représentent un ensemble de près de 2,5 millions de jeunes, c'est à dire 38% des jeunes de 6 à 19 ans. 82% de ces jeunes n'ont pas dépassé les 5 années du primaire. L'abandon élevé se concentre notamment en milieu rural. Selon les derniers chiffres disponibles, seul 3 % des agriculteurs ont reçu une formation professionnelle, et 13 % du reste de la population¹.

D'emblée, je peux donc vous dire que les activités promues dans le cadre du programme CapEFA Madagascar répondent à un réel besoin de renforcement des capacités et compétences non seulement du Ministère mais surtout de la jeunesse malgache. C'est le seul programme mis en œuvre depuis 2009 au sein du Ministère qui cible une grande partie de la jeunesse défavorisée.

Le programme comporte des actions de renforcement des capacités institutionnelles et des activités opérationnelles pilotes au niveau de 3 régions de Madagascar.

Au niveau national,

le programme a permis au jeune ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle de mettre en place un système d'information statistique, qui a abouti à la publication en 2013 du premier annuaire statistique relatif à l'année 2011-2012. Le Ministère prépare actuellement le troisième annuaire. Un appui technique précieux a été apporté par l'ISU (Institut des Statistiques de l'UNESCO) tout au long du processus au niveau institutionnel par des formations des cadres du Ministère mais aussi au niveau des établissements sources de données.

Des séries de formation en faveur des Directeurs centraux et régionaux, par exemple sur la thématique « Diagnostic et politique éducatives » ont véritablement permis à ces acteurs d'avoir des visions prospectives pour assumer efficacement leur rôle dans le pilotage et la gestion de l'EFTP en général.

Maintenant au niveau opérationnel, dans les 3 régions d'intervention à savoir Amoron'i Mania situé au centre de Madagascar et, Atsinanana et Analanjirofo situées sur la côte est Malgache. Un aspect particulier et innovant de ce programme réside dans la mise en place d'un package synergique d'actions de renforcement de capacités et de développement de ressources formatives

¹EPM 2005

adaptées aux besoins individuels et visant l'insertion professionnelle des jeunes.

Comme j'ai évoqué plus tôt, la mise en œuvre de solutions qui répondent aux besoins de formation en compétences de base et de qualification professionnelle des jeunes déscolarisés du milieu rural, dans un contexte de faible densité des offres éducatives et de forte informalité du marché du travail est complexe. Mais le programme a su s'adapter aux besoins locaux en rassemblant autour de cet objectif plusieurs ministères, les communautés rurales et les partenaires.

C'est dans cette synergie et dynamique qu'un dispositif d'information, de recensement et d'orientation des jeunes a permis de constituer une banque de données sur les profils des déscolarisés qui permet d'ajuster l'offre formative en fonction des cibles. 5000 jeunes entre 7 et 22 ont été ainsi recensés dans 101 villages des 3 régions-cibles.

Des méthodologies d'alphabétisation fonctionnelles en malagasy, permettant de remettre à niveau avant la qualification, ont été développées. Des formateurs et animateurs ont été formés au sein des structures de formations.

Il a été par exemple organisé au niveau des 11 communes d'intervention des portes ouvertes pour informer et orienter les jeunes vers des métiers en demande, et les orienter vers des structures qui peuvent les recevoir en fonction de leurs attentes. La communauté locale, les médias locaux ont été mis à contribution pour l'organisation de ces événements, qui d'habitude ne sont organisés que dans les grandes villes et pour les métiers nécessitant des qualifications élevées. Cette initiative de proximité de rapprocher les actions des bénéficiaires est également une valeur ajoutée de ce programme.

La qualification des jeunes se fait dans des structures étatiques, des centres privés agréés et privés confessionnels, qui dans la majorité œuvrent déjà dans la qualification des jeunes déscolarisés, mais souvent sans normes de qualité. Ces métiers dispensés sont ceux qui ont été identifiés comme porteurs dans la localité, par exemple : éleveur de porc, éleveur de volaille, guide touristique rural, apiculteur, maçon, menuisier... Ces structures ont été renforcées par le programme CapEFA et le programme FORMAPROD² du Ministère de l'Agriculture dans le cadre d'un partenariat mis en place depuis 2013.

Un des apports majeurs qualitatifs du programme est aussi l'harmonisation des programmes pour ces métiers à travers l'élaboration de référentiels métiers et de formation de 17 métiers de base. Le choix de ces métiers résulte d'une étude des filières porteuses au niveau de chaque localité. Ces modules

²Programme de Formation Professionnelle et d'amélioration de la Productivité Agricole

sont capitalisables et permettent dans l'avenir de progresser dans d'autres parcours de formation. Dans le passé, les programmes de formation sont différents d'une structure à une autre pour un même métier. Actuellement, ces référentiels, validés par le Ministère, sont vulgarisés et utilisés dans les différents centres de formation agricole et rurale non seulement dans les centres appuyés par le programme mais dans d'autres centres aussi. Une des difficultés rencontrées est cependant le niveau hétérogène des formateurs et l'absence des normes établies de qualifications requises pour enseigner. Cet aspect est aussi important et est actuellement inscrit parmi les priorités du Ministère.

Le processus participatif d'élaboration de ces référentiels à travers une Formation-action a permis en même temps de redynamiser les structures responsables du niveau central et des services régionaux déconcentrés. Les enseignants/encadreurs des centres ont été formés sur plusieurs thématiques : l'utilisation des référentiels pour améliorer les niveaux techniques, la pédagogie adaptée aux jeunes déscolarisés, l'orientation professionnelle, l'entrepreneuriat, la gestion d'un centre, le suivi-évaluation, l'alphabétisation et enfin l'éducation financière.

C'est ainsi que la première cohorte de jeunes déscolarisés formés sur 13 métiers dans 18 structures de formation en régime d'internat ont terminé leur formation, laquelle a duré, selon le métier, entre 3 et 5 mois. Ces 1029 jeunes dont 34 % de fille sont acquis les compétences pour leur métier respectif et ont formulé un projet professionnel individuel ou groupé. Au cours de leur formation, outre les aspects techniques du métier, d'autres matières transversales sont enseignées telles que l'auto-entrepreneuriat, la gestion simplifiée, le civisme et la citoyenneté, et l'éducation financière. Un dispositif d'accompagnement post formation de 6 mois se met en place actuellement avec les centres de formation et le milieu professionnel pour réaliser ces projets professionnels. Des intrants, des matériels ou un fonds de démarrage sont prévus pour l'auto-installation des jeunes par le Programme FORMAPROD dans leur nouvelle activité génératrice de revenus tandis que le programme CapEFA va assurer l'accompagnement technique à l'autonomisation.

J'ai pu constater de visu lors de la sortie officielle de la première promotion au mois de mars dernier, les produits finis produits par ces apprenants dans divers domaines comme la vannerie, la coupe et couture, l'art culinaire, la menuiserie et j'étais tout simplement épaté par la très bonne qualité de ces produits. En plus, j'ai pu également saisir cette motivation et fierté des jeunes sortants et de certains parents présents, d'autant plus que la cérémonie de remise des certificats a bénéficié de la présence effective du Président de la République

de Madagascar. Les jeunes ont non seulement acquis un métier mais aussi un changement de comportement positif vis-à-vis de la vie future et bénéficient des clés pour s'insérer favorablement dans la vie active, grâce au programme JRD de CapEFA, qui les accompagne jusqu'à leur insertion.

Le programme CapEFA a transformé le projet de ces établissements afin qu'ils répondent au mieux aux besoins en compétences des jeunes en lien étroit avec l'économie locale. Il a aussi établi un lien entre la communauté et les établissements/structures de formation. Cela favorise le développement et concrétise l'objectif principal de la Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle qui est de « Former pour insérer ».

Mobilisé et sensibilisé par ce phénomène des déscolarisation, le Président de la République a lancé lors son 100^{ème} jour au pouvoir en 2014 le « Programme d'insertion scolaire et socio-professionnelle de 500 000 jeunes déscolarisés ».

Le programme CapEFA a également permis de drainer des partenariats autour cette thématique Jeunes ruraux déscolarisés (JRD), pour répondre à cette forte demande.

Il s'agit par exemple d'un partenariat interministériel entre les ministères respectivement chargés de l'Education nationale, de la décentralisation, de l'agriculture et de l'élevage qui a été concrétisé dans la mise en œuvre de ce programme. En particulier, l'Education nationale a été mobilisée à travers l'alphabétisation, la Décentralisation pour la mobilisation des élus locaux dans la prise en charge des jeunes, le ministère de l'agriculture car les métiers agricoles sont les plus demandés. C'est ainsi que le programme CapEFA et le programme FORMAPROD du Ministère de l'Agriculture financé par le FIDA, comme déjà évoqué plus haut conjuguent leurs efforts pour rendre opérationnels ces centres de formations. Ce partenariat sera étendu dans la région de Menabe, et il est prévu de former 1500 jeunes de plus à 21 métiers de base pour cette année. Plusieurs programmes des Nations Unies à Madagascar priorisent actuellement les jeunes déscolarisés comme cibles prioritaires. En plus, le Symposium des jeunes organisé au niveau national en juin 2014 a permis de dégager que l'abandon scolaire et la formation professionnelle et l'emploi figurent parmi leurs premières préoccupations des jeunes.

Depuis une année, le PNUD et l'UNESCO travaillent ensemble sur l'extension de l'approche JRD dans 5 autres régions en ayant comme point d'entrée les

maisons de jeunes. Cet accord sera poursuivi cette année et étendu dans 9 régions dans le cadre de CapEFA, avec un volet alphabétisation fonctionnelle et formation des formateurs des structures et appui en équipement par le PNUD des centres de formation professionnelle EFTP œuvrant avec les jeunes défavorisés.

L'impact escompté est le développement local dans la mesure où les projets professionnels qui seront concrétisés par les sortants sont presque basés au niveau des communes. Le staff communal qui était fortement impliqué dans le processus a à l'unanimité accepté de procéder au suivi, et mettre en place des budgets participatifs pour prendre en charge certaines dépenses liées aux JRD dans leur projet de budget. L'objectif est que les sortants puissent à terme développer leurs propres activités génératrices de revenus leur permettant de vivre dignement. Ce gain économique escompté est aussi fortement lié à l'espoir de diminuer l'insécurité qui atteint actuellement une proportion grandissante la population. En effet, force est aujourd'hui de constater que dans les zones reculées ou même dans les grandes villes les jeunes désœuvrés sont sources d'insécurité qui prend une importance inquiétante dans certaines régions de Madagascar.

Notre attente est grande car le concept de formation de jeunes ruraux et la promotion des métiers ruraux sont devenus un pilier dans la politique nationale de développement de Madagascar. Cet investissement dans le développement des compétences, déjà adopté par le programme CapEFA, est devenu une priorité du Ministère de l'EEFTP. La capitalisation des enseignements tirés de ces actions opérationnelles ci-dessus évoquées pour nourrir l'orientation politique actuelle est un acquis.

La Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (PNEFP) est en cours de formulation avec l'appui de l'UNESCO à travers le programme CapEFA et à travers un processus très participatif avec toutes les parties prenantes nationales – centrales, régionales, locales, sectorielles. Elle a pour ambition d'indiquer, à l'horizon 2020 la route que prendra Madagascar pour développer les compétences de l'ensemble de sa population, jeunes et adulte, à travers six axes clés de mise en œuvre.

A savoir :

- i) Réformer la gouvernance de l'ETFP/DC ;
- ii) Mettre en place un mécanisme pérenne de financement de l'ETFP/DC ;
- iii) Constituer un système d'information pertinent sur le marché du travail et la formation professionnelle (SIMTFP),

- iv) Développer une ingénierie de la certification/qualification et de la formation ;
- v) Accroître la capacité d'accueil par le développement et la rénovation des infrastructures ainsi que la diversification des dispositifs et enfin
- vi) Former pour Insérer (insertion, réinsertion et reconversion).

Pour terminer ma présentation, je voudrais adresser mes sincères remerciements au Bureau régional de l'UNESCO de Nairobi et à ses collaborateurs locaux, qui mettent en œuvre ce programme innovant à Madagascar. Je voudrais également formuler les plus vifs remerciements aux donateurs de ce Programme, je voudrais vous rassurer de la pertinence des activités développées dans ce programme pour le pays comme le nôtre, ce programme a véritablement tracé une voie, un protocole pour la stratégie de développement des compétences des filles comme des garçons. Nous souhaiterions que le programme CapEFA puisse être encore prolongé de quelques années pour assurer une mise en œuvre élargie du dans le cadre de nouvelle Politique nationale de l'Emploi et de la Formation professionnelle en cours.

Mesdames et messieurs je vous remercie pour votre attention.